**Titre de la présentation** La construction de la politique d’irrigation à partir des eaux usées traitées et ses effets socio-politiques locaux au Maroc et en Tunisie

**Nom** ENNABIH

**Prénom** Amal

**Titre de la thèse** (provisoire)Une nouvelle politique d’irrigation face à la pénurie d’eau ? L’utilisation des eaux usées traitées au Maroc et en Tunisie

**Discipline** Science politique

**Directeur de thèse** Gilles Massardier, CIRAD, UC Davis

**Encadrant de thèse**Pierre-Louis Mayaux, CIRAD, UMR G-EAU

**Financement de la thèse** Chaire Paristech « Suez - Eau pour tous » / Centre Jacques Berque

**Date d’inscription en thèse** Octobre 2017

**Organismes et adresses (mails)** Université Lumière-Lyon 2 / Sciences Po Lyon - am.ennabih@gmail.com

**Format de présentation**

[x]  Communication orale (15 minutes)

[ ]  Poster (format A0)

[ ]  « Ma thèse en trois images  et 180 secondes » (3 minutes)

**Résumé**

Dans un contexte de stress hydrique, l’irrigation à partir des eaux usées traitées est présentée comme une alternative aux politiques traditionnelles d’augmentation de l’offre en eau. Loin d’être récente, cette politique date des années 1960 en Tunisie et des années 1990 au Maroc. Les projets mis en œuvre dans les deux pays introduisent des changements organisationnels, institutionnels et techniques qui influent sur les rapports sociaux entre agriculteurs des territoires concernés. Aussi nous interrogeons-nous sur les effets socio-politiques locaux produits par cette politique, de par sa conception et ses logiques de mise en œuvre. L’analyse comparative de la fabrication et la mise en œuvre de cette politique sur deux périmètres irrigués au Maroc et en Tunisie nous permet d’étudier la manière dont les deux pays se sont saisis de ce dispositif sociotechnique et ont favorisé l’émergence d’un nouveau leadership rural dans les périmètres irrigués.

**Mots-Clés**

Réutilisation des eaux usées traitées ; politique d’irrigation ; institutionnalisation ; participation ; policy feedbacks

# contexte de recherche

Conséquence, entre autres, du changement climatique, le « stress hydrique » est considéré comme l’une des menaces majeures pesant sur les perspectives de développement au sud de la Méditerranée. Au Maroc comme en Tunisie, cette tension accrue sur la ressource, en plus d’une forte croissance démographique, met en difficulté les politiques d’irrigation actuelles, mises en œuvre depuis l’Indépendance dans le but d’assurer une sécurité alimentaire pérenne (Perennes 1993)[[1]](#footnote-1). Or, la généralisation des programmes d’assainissement a mis en avant une « nouvelle » source d’eau présentée comme l’une des solutions au stress hydrique[[2]](#footnote-2) : les eaux usées urbaines traitées. Un nouveau paradigme prend forme, où ces eaux ne devraient plus être directement rejetées dans les milieux naturels, mais être immédiatement réutilisées pour l’irrigation agricole.

Si de nombreux discours, au Maroc comme en Tunisie, promeuvent continuellement le caractère « novateur » de cette réutilisation des eaux usées traitées (REUT), sa mise à l’agenda gouvernemental n’est en réalité pas si récente. En Tunisie, les premiers projets pilotes remontent au milieu des années 1960. Au Maroc, les premières expériences datent du début des années 1990 dans le contexte des grandes sécheresses ayant alors touché les régions du sud. Depuis lors, l’intérêt pour la REUT n’a cessé d’être réaffirmé par les gouvernants.

Par ailleurs, ces projets sont généralement mis en œuvre dans des territoires arides ou semi-arides qui étaient jusque-là non irrigués. Il s’agit dès lors de territoires dans lesquels les agriculteurs sont peu habitués à interagir avec les autorités locales au sujet de leur activité agricole, ou à collaborer entre eux pour une gestion commune de l’eau d’irrigation. Le changement à l’œuvre (changement technique, changement dans les rapports sociaux et politiques) est d’autant plus important que par rapport à des politiques d’irrigation classiques, ces projets introduisent un dispositif sociotechnique plus complexe, incertain et à portée multisectorielle[[3]](#footnote-3). Ils s’accompagnent d’ailleurs de la recherche de nouveaux arrangements institutionnels au niveau central et local. Contrairement aux effets de l’irrigation classique (Errahj et al. 2006 ; Kadiri et al. 2010 ; Kadiri and Abdellaoui 2016 ; Venot, Kuper, and Zwarteveen 2017), il s’agit là d’une politique dont on a encore peu interrogé les effets sociaux et politiques.

# Problematique

La politique d’irrigation par les eaux usées traitées est présentée sous un angle particulièrement dépolitisé, comme une évidence technologique qui ne ferait que des « gagnants ». Au-delà du simple cadrage affiché en termes « d’innovation » technique, la mise en œuvre de la REUT est en ce sens susceptible de produire de nouveaux rapports sociaux et politiques qui doivent être interrogés. Les effets politiques d’une politique publique présentée sous un jour très technique constituent de ce fait notre principale problématique.

D’où la nécessité de s’interroger : **quels effets socio-politiques locaux la politique d’irrigation des eaux usées produit-elle, de par sa conception et ses logiques de mise en œuvre ?** Comment les agriculteurs bénéficiaires et la société locale réagissent-ils par rapport à l’introduction d’un nouveau dispositif sociotechnique et à son potentiel inégalitaire ? Quels mécanismes de hiérarchisation, de différenciation, ou éventuellement de redistribution et/ou de compensation se déploient suite à cette politique ? Ces mécanismes et leurs effets sont-ils similaires ou bien différents au Maroc et en Tunisie ?

Nous nous intéressons ainsi à la manière dont les deux pays se sont saisis de ce dispositif, entre stratégie hydro-agricole propre, modèle international, enjeux symboliques et rapports de pouvoir des différentes administrations et institutions publiques impliquées. Il s’agira d’analyser la fabrique de la politique de REUT comme constitutive et explicative des mécanismes sociaux et politiques à l’œuvre auprès des agriculteurs cibles et de la société locale[[4]](#footnote-4).

Nous étudions les effets de la mise en œuvre de cette politique sur deux périmètres irrigués : celui de Tiznit au Maroc et celui de Zaouiet Sousse en Tunisie. Si cette politique constitue sans conteste une innovation technologique, elle introduit aussi une innovation institutionnelle (Kadiri *et al*. 2010), imposée par l’Etat (Allal 2016), et à finalité participative et bureaucratique, sous la forme des Associations des usagers de l’eau agricole (AUEA) au Maroc et des Groupements de développement agricole (GDA) en Tunisie. Il conviendra donc d’analyser ces organisations qui constituent une entrée pour étudier le nouveau rapport entre État et agriculteurs et les effets sociaux et politiques produits entre agriculteurs (Béland 2010; Jordan and Matt 2014; Mesnel 2017; Moynihan and Soss 2014; Spire 2016).

# Méthodologie

La collecte de données se fonde sur des entretiens semi-directifs réalisés auprès de catégories d’acteurs comparables au Maroc et en Tunisie : les autorités centrales et locales concernées par la politique publique en étude, les autorités locales et bien sûr les agriculteurs, ainsi que les chercheurs et experts. L’analyse repose également sur de l’observation directe et la consultation d’archives (études techniques, rapports de bureaux d’étude).

La présente recherche se fonde sur une analyse comparée afin de mieux faire ressortir les jeux d’acteurs, les jeux politiques et les non-dits, qu’il serait plus difficile d’identifier en étudiant un seul pays du fait de leur relative opacité. Les observations de chaque terrain nourrissent les questionnements de l’autre et permettent de ce fait une analyse plus plausible.

Plus précisément, parmi les variables de comparaison principales étudiées : (1) le degré d’institutionnalisation/structuration de la politique publique nationale (qui semble plus fort en Tunisie), (2) les caractéristiques de l’administration porteuse de la politique (s’il y en a une identifiée), (3) l’émergence ou non d’un nouveau *leadership* rural dans les périmètres irrigués, induite par cette politique.

La collecte de données est en cours sur les deux terrains.

# resultats attendus

 **4.1 Des degrés d’institutionnalisation différents**

La politique d’irrigation par les EUT, dotée d’un cadre institutionnel formalisé, est généralisée en Tunisie depuis les années 1980. Les prérogatives institutionnelles et organisationnelles sont fixes, les procédures éprouvées, les exigences en termes de normes de traitement publicisées. Le ministère de l’Agriculture est l’acteur référent qui pilote les différentes études de faisabilité et les mises en œuvre à travers ses services déconcentrés. Au niveau du discours, la politique d’irrigation est officiellement considérée comme une politique hydro-agricole.

A l’inverse, le Maroc n’est pas encore parvenu à ce stade d’institutionnalisation. Le périmètre de Tiznit est raccordé à la station d’épuration depuis 2014 mais n’a toujours pas été mis en eau à ce jour, dans l’attente de la mise en place du goutte à goutte. Nous observons qu’au niveau central et local, le cadre institutionnel et organisationnel reste encore flou ; aucun acteur n’est identifié comme porteur du projet et les échanges restent pour la plupart informels et territorialisés.

La mise en œuvre de cette politique dans deux contextes différents nous donne ainsi à voir une logique d’institutionnalisation en Tunisie et une gestion « en mode projet », *ad hoc,* pour le Maroc.

**4.2 De nouveaux profils de leaders émergent à l’occasion de cette politique d’irrigation**

 A Tiznit comme à Zaouiet Sousse, on observe que l’imposition d’une approche participative mais bureaucratique dans la gestion de l’eau a permis l’émergence d’une élite rurale jeune, éduquée et proche des autorités locales (adoptant le même discours), à l’instar des observations de Z. Kadiri (2015) dans les périmètres d’irrigation classiques. L’AUEA à Tiznit et le GDA à Zaouiet Sousse semblent devenir des structures d’opportunités qui transforment les rapports hiérarchiques entre agriculteurs ; la légitimité des nouveaux leaders reposant sur la capacité à déployer des compétences techniques (montages de projets de développement, négociation avec l’administration, recherche de financement…), contrairement aux notables traditionnels disposant de ressources héritées tel que le foncier ou le financier.

Nous observons aussi dans les deux périmètres une certaine professionnalisation de la participation où les mêmes acteurs se retrouvent en même temps dans des positions de pouvoir et de représentation des agriculteurs[[5]](#footnote-5). Si ces acteurs semblent être considérés comme légitimes par les autorités locales[[6]](#footnote-6), certains agriculteurs[[7]](#footnote-7) interrogés en aparté adoptent un discours critique qui nous interroge sur la relation de domination et les potentiels rapports de résistance entre ces nouveaux leaders et les agriculteurs du périmètre.

# Bibliographie

Allal, Amin. 2016. “« Penser global, agir dans un bocal », ‘Think global act in a bottle.’” *Gouvernement et action publique* (2): 153–81.

Béland, Daniel. 2010. “Reconsidering Policy Feedback: How Policies Affect Politics.” *Administration & Society* 42(5): 568–90.

Edelman, Murray J. 1977. *Political Language: Words That Succeed and Policies That Fail*. New York: Academic Press.

Edelman, Murray Jacob. 1985. *The Symbolic Uses of Politics*. University of Illinois Press.

Errahj, Mostafa et al. 2006. “Les Adaptations de l’agriculture Familiale En Grande Hydraulique : Quelques Enseignements de La Plaine Du Gharb, Maroc.” In *L’avenir de l’agriculture Irriguée En Méditerranée. Nouveaux Arrangements Institutionnels Pour Une Gestion de La Demande En Eau*, Cahors, France. http://hal.cirad.fr/cirad-00190924 (September 28, 2018).

Evans, Mark, and Jonathan Davies. 1999. “Understanding Policy Transfer: A Multi-Level, Multi-Disciplinary Perspective.” *Public Administration* 77(2): 361–85.

Jordan, Andrew, and Elah Matt. 2014. “Designing Policies That Intentionally Stick: Policy Feedback in a Changing Climate.” *Policy Sciences* 47(3): 227–47.

Kadiri, Zakaria et al. 2010. “L’innovation Institutionnelle Dix Ans plus Tard : Quelles Opportunités Pour Les Agriculteurs, et Quels Apprentissages Pour Les Pouvoirs Publics ? Le Cas Des Association d’irrigants Au Nord Du Maroc.” In *ISDA 2010*, ed. Bernard HUBERT Emilie COUDEL Hubert DEVAUTOUR, Christophe-Toussaint SOULARD. Montpellier, France: Cirad-Inra-SupAgro, 12 p. https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00523316 (May 14, 2018).

Kadiri, Zakaria, and El-Hassane Abdellaoui. 2016. “Les Projets d’irrigation à l’epreuve Des Dynamiques Territoriales Locales.” In *Le Maroc Au Présent : D’une Époque à l’autre, Une Société En Mutation*, Description du Maghreb, eds. Assia Boutaleb, Baudouin Dupret, Jean-Noël Ferrié, and Zakaria Rhani. Maroc: Centre Jacques-Berque, 91–101. http://books.openedition.org/cjb/1003 (May 15, 2018).

Lagroye, Jacques, and Michel Offerlé, eds. 2011. *Sociologie de l’institution*. Paris: Belin.

Luo, Tianyi, Robert Young, and Paul Reig. 2015. “Aqueduct Projected Water Stress Country Rankings.” *World Resources Institute*.

Maghraoui, Abdeslam. 2004. “Démocratisation de la corruption au Maroc : Réformes politiques dans une culture du pouvoir immuable.” *NAQD* (19–20): 105–26.

Marzouki, Nadia. 2016. “La transition tunisienne : du compromis démocratique à la réconciliation forcée.” *Pouvoirs* (156): 83–94.

Mesnel, Blandine. 2017. “Les agriculteurs face à la paperasse: *Policy feedbacks* et bureaucratisation de la politique agricole commune.” *Gouvernement et action publique* 1(1): 33.

Moynihan, Donald P., and Joe Soss. 2014. “Policy Feedback and the Politics of Administration.” *Public Administration Review* 74(3): 320–32.

Perennes, Jean Jacques. 1993. *L’eau et Les Hommes Au Maghreb: Contribution à Une Politique de l’eau En Méditerranée*. Paris: Karthala.

Pierson, Paul. 1993. “When Effect Becomes Cause: Policy Feedback and Political Change.” *World Politics* 45(4): 595–628.

Schneider, Anne, and Helen Ingram. 1993. “Social Construction of Target Populations: Implications for Politics and Policy.” *American Political Science Review* 87(02): 334–47.

Schneider, Anne, and Mara Sidney. 2009. “What Is Next for Policy Design and Social Construction Theory?1.” *Policy Studies Journal* 37(1): 103–19.

Spire, Alexis. 2016. “État des lieux. Les policy feedbacks et le rapport ordinaire à l’État.” *Gouvernement et action publique* 4(4): 141–56.

Stone, Diane. 2012. “Transfer and Translation of Policy.” *Policy Studies* 33(6)**:** 483–99.

Venot, Jean-Philippe, Marcel Kuper, and Margreet Zwarteveen, eds. 2017. *Drip Irrigation for Agriculture: Untold Stories of Efficiency, Innovation and Development*. New York, NY: Routledge.

1. L’investissement public, tant au Maroc qu’en Tunisie, s’est longtemps focalisé sur les barrages, les études de périmètres, les équipements hydrauliques appuyant ainsi le discours des politiques publiques que seule l’irrigation agricole garantirait la sécurité alimentaire. [↑](#footnote-ref-1)
2. UNESCO 2017 ; FAO 2010 ; USAID 2013 ; AFD 2011. [↑](#footnote-ref-2)
3. L’irrigation par les EUT présente la particularité d’utiliser les eaux usées urbaines pour l’agriculture périphérique. Cela implique la mobilisation de nouveaux entrants tels que la régie de traitement des eaux usées, l’aménagement urbain… etc. dans la gestion d’une eau devenue rurale après traitement. L’enjeu est alors de comprendre les jeux politiques entre ces nouveaux entrants et les acteurs traditionnels de l’eau rurale. [↑](#footnote-ref-3)
4. Nous reprenons pour notre analyse la théorie des *policy feedbacks* traduite en français par « effets rétroactifs des politiques publiques » qui considère les politiques publiques non plus seulement « comme des moyens au service d’objectifs prédéfinis mais comme des processus susceptibles de modifier le champ politique » et social (Spire, 2016). La littérature est relativement récente et concerne essentiellement les pays industrialisés dans le cadre de l’étude du rapport à la citoyenneté des usagers de politiques sociales. Pour notre recherche, nous proposons d’élargir ce champ d’application aux spécificités des politiques agricoles dans des pays en développement. [↑](#footnote-ref-4)
5. Le précédent président (2015-2018) du GDA de Zaouiet Sousse était à la fois agriculteur, instituteur et président de la branche régionale du syndicat d’agriculteurs l’UTAP (Union tunisienne de l’agriculture et de la pêche) ; Le président actuel de l’AUEA à Tiznit est à la fois agriculteur, entrepreneur et président d’une association d’accompagnement agricole. [↑](#footnote-ref-5)
6. Il s’agit d’acteurs qui adoptent les mêmes codes que l’administration et qui permettent à celle-ci d’avancer dans les projets. [↑](#footnote-ref-6)
7. Il s’agit pour la plupart d’agriculteurs monoactifs. [↑](#footnote-ref-7)